

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Du 23 au 25 septembre 2008

Consœurs et confrères,

Bienvenue à Ottawa – et à la nouvelle salle de conférence Judy-Darcy. Nous sommes très heureux, Paul et moi, de vous accueillir à la réunion du Conseil exécutif national dans notre nouveau bureau national et sa salle de conférence, qui sera notre foyer désormais. Nous pouvons tous être fiers de ce lieu.

J'espère que tout le monde s'est bien reposé cet été, si on peut appeler cela un été, parce que nous aurons un automne très intense et que nous resterons en cinquième vitesse pour le reste de l'année.

En fait, l'été aussi a été très mouvementé, à bien des égards. Sur une note positive, grâce notamment à 6,5 millions de dollars de la Caisse de grève et à l'appui des membres de tout le Canada, nous avons eu la chance de voir enfin un règlement heureux dans le lock-out qui aura duré près de 16 mois au *Journal de Québec*. Notre syndicat a fait preuve de solidarité et de force comme jamais auparavant, d'un bout à l'autre du pays. J'aimerais remercier tous les membres du Conseil et les membres des régions pour l'appui qu'ils ont accordé – et qu'ils continuent d'accorder – à nos consœurs et confrères des sections locales 1450, 2808 et 1972.

En plus de notre calendrier déjà bien rempli d'activités syndicales et militantes, pendant que nous nous réunissons, le pays est en plein mode électoral et nous faisons ce que nous pouvons, dans les limites que nous impose la *Loi électorale* fédérale, pour que nos membres n'aient pas à subir une autre victoire de Stephen Harper, avec toutes les conséquences négatives que cela suppose. Bien que nous ne puissions pas faire de contributions financières aux campagnes, nous pouvons sensibiliser nos membres aux enjeux et promouvoir la participation au processus démocratique de notre pays. Avec un peu de chance, à notre réunion du Conseil de décembre, nous pourrions célébrer la défaite de M. Harper.

J'aimerais attirer votre attention sur quelques questions financières et vous faire part de données qui fourniront un contexte pour les chiffres qui s'alignent dans les trois états financiers. Vous remarquerez que, dans la Caisse générale, nous affichons un surplus d'exploitation pour les six premiers mois de 854 000 \$, un surplus qui est dû en grande partie à un retard de comptabilité pour l'un de nos importants postes budgétaires, l'initiative nationale antiprivatisation. Tous les membres du Conseil ont travaillé à ce projet d'une façon ou d'une autre et la plupart ont commencé à soumettre des dépenses. Mais pour le moment, nous n'avons même pas inscrit 100 000 \$ de factures payées. Nous avons néanmoins budgété 1,25 million de dollars jusqu'à maintenant. Et d'ici à ce que l'ensemble des factures et des coûts entrent pour 2008, nous aurons sans doute dépensé au moins le montant de 2,5 millions de dollars alloué pour cette année. Paul et moi ferons le point plus tard avec le Conseil sur cette campagne innovatrice.

Cet excédent de dépenses prévu, combiné à l'actuel excédent de dépenses pour les frais de déplacement d'affaire et le développement syndical, si la tendance se maintient, pourrait nous mener à un léger déficit en fin d'exercice. Nos finances globales sont très solides, mais nous garderons l'œil sur certains postes budgétaires qui ont commencé à augmenter afin de respecter le plus possible nos prévisions budgétaires pour 2008.

La Caisse de défense demeure relativement solide, mais vous remarquerez que, pour les six premiers mois de 2008, nous avons dépensé 1,7 million de dollars de notre budget annuel de 2 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés. Nos sections locales et nos divisions ont été plus actives que jamais sur le front des campagnes et 2008 s'avérera une année historique pour les demandes du SCFP. Les demandes relatives aux campagnes à frais partagés qui seront présentées à la réunion dépasseront les 305 000 \$ qui restent dans le budget. Si l'on ajoute les campagnes de la Caisse de défense aux projets entrepris dans les régions et sur la scène nationale dans le cadre de notre initiative nationale antiprivatisation – financée par notre Caisse générale – nous aurons investi plus dans les campagnes pour défendre les emplois de nos membres et les services publics que dans tout autre budget. Le total s'élèvera à près de 5 millions de dollars. Pensez qu'au début de la décennie, notre total pour ces initiatives s'élevait à un million de dollars.

Notre Caisse de grève montre un solde de 32,6 millions de dollars au moment où j'écris le présent rapport. Le rendement a été bon, malgré le niveau d'activité élevé de cette année, notamment le long lock-out de nos membres du *Journal de Québec*, qui s'est enfin terminé par une victoire avec la signature d'un contrat le 7 août. Le lock-out du *Journal de Québec* a duré 473 jours, ou presque un an et quatre mois, ce qui en fait le plus long conflit de travail à un quotidien de langue française au Canada. Avec notre solide Caisse de grève, nous avons pu soutenir un piquet de grève virtuel d'un genre nouveau, le *MédiaMatin Québec*, un quotidien gratuit distribué par nos membres aux Québécois comme outil de sensibilisation et de soutien à la grève. Beaucoup considèrent que c'est cet outil, devenu très populaire, qui a fini par ramener le propriétaire du *Journal* à la table de négociation.

Vous trouverez ci-dessous un résumé plus détaillé des états financiers. Je vous invite à les examiner pour chaque caisse, car ils racontent l'histoire d'un syndicat national dynamique qui s'efforce d'améliorer la vie au travail de ses membres et la qualité de vie de tous.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2008

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2008 se situait à 97,8 millions de dollars comparativement à 96 millions de dollars au 31 mars 2008. Le solde bancaire au 30 juin 2008 était de 5 millions de dollars comparativement à 3,8 millions de dollars au 31 mars 2008. De ce montant, 4,1 millions de dollars de liquidités sont destinés aux indemnités de retraite, au congrès national de 2009 et au remplacement du matériel technologique. Le solde des placements demeure presque inchangé par rapport au 31 décembre et se situe à 20,2 millions de dollars. Nous avons continué d'investir dans des propriétés au cours du dernier trimestre, l'acquisition de terrains et de bâtiments s'élevant à un peu plus de 800 000 \$.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 65,7 millions de dollars au 30 juin 2008, comparativement à 64,6 millions de dollars au 31 mars 2008.

Le solde de la Caisse générale au 30 juin 2008 était de 32,1 millions de dollars, comparativement à 31,3 millions de dollars au 31 mars 2008 et à 31,5 millions de dollars un an plus tôt (30 juin 2007).

Le surplus d'exploitation pour les six premiers mois de l'exercice s'établissait à 854 000 \$, comparativement à 2,7 millions de dollars au milieu du dernier exercice.

Les revenus de capitation, incluant la capitation à recevoir prévue, étaient supérieurs au budget de 539 000 \$ (0,8 %).

Les dépenses totales pour la période étaient inférieures au budget de 1 million de dollars (1,4 %).

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

- En général, les salaires et les avantages sociaux sont inférieurs au budget de 620 000 \$ ou 1,5 %. Les salaires sont inférieurs au budget de 193 000 \$ ou 0,6 %, les remplacements pour congé annuel sont inférieurs au budget de 431 000 \$ et les avantages sociaux sont supérieurs au budget de 3 500 \$. Nous anticipons que les montants non dépensés pour les remplacements pendant les congés annuels sont dus tout simplement à une question de moment et que ce budget sera dépensé en entier d'ici la fin de l'exercice. Les faits continuent à montrer que les modifications que nous avons apportées au budget des salaires pour 2008 pour tenir compte des congés de maladie sont maintenant conformes à notre expérience réelle.

- Les frais de déplacements d'affaires ont été supérieurs au budget de 415 000 \$ (13,3 %) pour la période. Ce poste budgétaire a été considérablement inférieur aux dépenses en 2007 et nous demanderons à nos directrices et directeurs de veiller à ce qu'il soit respecté cette année.
- Les dépenses de programmes de la Direction du développement syndical ont dépassé le budget de 325 000 \$ (19 %) pour la période. Cette situation est due en partie aux salaires de remplacement plus élevés que prévu pour les membres-formateurs, ainsi qu'à des frais de déplacement et d'hébergement accrus tant pour les membres que pour le personnel. Un plus grand nombre de cours ont aussi été offerts pendant la période, comparativement à l'exercice précédent, et plus de membres du personnel ont participé à la formation du personnel que par les années passées. Les reçus d'inscription ont aussi tardé à arriver dans certaines provinces. Mais avec la diminution du nombre de cours offerts en juillet et août et en surveillant les dépenses pendant le reste de l'année, ce poste budgétaire devrait être plus conforme aux prévisions d'ici la fin de l'exercice.
- Il y a eu des dépenses dans le budget antiprivatisation, mais elles ne sont pas encore toutes inscrites dans les états financiers, car le Conseil s'est réuni en février et en avril pour discuter de mise en œuvre et les régions ont élaboré et envoyé leurs plans de travail. Nous dépenserons sans doute au moins notre budget de 2,5 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice et peut-être un peu plus. En comptabilité, il y a habituellement un délai entre la présentation des demandes de remboursement et l'inscription des paiements, qui seront reflétés plus fidèlement dans les prochains rapports.
- La Provision du Fonds pour les édifices régionaux est un nouveau poste pour 2008. À chaque période, nous mettons de côté un montant équivalant au montant budgété pour commencer à amasser des ressources financières destinées à l'achat de propriétés dans les régions. L'équivalent en espèces de la provision est aussi gardé dans le cadre des réserves de caisse.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense totalisait, au 30 juin 2008, 6 millions de dollars, comparativement à 6,4 millions de dollars au 31 mars 2008. Le passif s'élevait à 5,3 millions de dollars, pour un solde de 706 000 \$.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil pour les six premiers mois de l'exercice ont atteint 1,7 million de dollars, ce qui représente 85 % du budget annuel. Ces dépenses ont été en partie compensées par un recouvrement de fonds non utilisés pour les campagnes à frais partagés des années précédentes totalisant 291 000 \$. Il reste donc 591 000 \$ d'ici la fin de l'exercice. Toutefois,

à la fin de la présente réunion, il ne restera presque rien. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement ont été de 1,1 million de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie se sont élevées à 717 000 \$. Les dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie ont atteint 533 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 juin 2008 s'élevait à 33,1 millions de dollars, comparativement à 32,8 millions de dollars au 31 mars 2008. Cet actif était formé de 2,2 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en comptes de capitation et comptes débiteurs et de 28,9 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 233 000 \$, ainsi qu'un compte créditeur de 171 000 \$ à la Caisse générale et un de 41 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, au 30 juin 2008, le solde de la Caisse s'établissait à 32,6 millions de dollars, comparativement à 31 millions de dollars au 31 décembre 2007.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, s'élevaient à 5,9 millions de dollars. Les dépenses pour la période totalisaient 4,3 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un surplus pour les six premiers mois de l'exercice de 1,6 million de dollars. Les livres ne sont pas entièrement fermés en ce qui a trait au *MédiaMatinQuébec* et au soutien fourni à nos trois sections locales. Ce long lock-out s'est étendu sur 2007 et 2008. Il a exigé des ressources de 6,5 millions de dollars de notre Caisse de grève, qui nous a permis de résister efficacement aux attaques de Quebecor.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Les sections locales 1450 et 2808, qui représentent les journalistes, photographes et membres du personnel de la rédaction et de l'administration au *Journal de Québec*, sont restées en lock-out pendant la période visée par le présent rapport financier et, par solidarité, les membres de la section locale 1872 qui travaillent à l'atelier d'imprimerie, ont été en grève pendant la même période. Le conflit a pris fin le 7 août 2008.

RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION

Les montants en retard pour la capitation de juin 2008 s'élevaient, au 15 août, à 8 194 364 \$, une hausse de 1 083 040 \$ ou de 15,23 % par rapport à mai 2008.

Le 6 juin, les factures de cautionnement de 2008 ont été envoyées à tous les organismes à charte.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Depuis quelques mois, le Service de la technologie s'est concentré sur quelques projets clés du plan stratégique, de même que sur la mise en œuvre des meilleures pratiques et procédures internes.

Le travail avance comme prévu dans le redéveloppement du système de capitation, la date de livraison ayant été fixée à la fin de janvier 2009. Le programme sera terminé d'ici la fin de décembre et on profitera du mois de janvier pour en faire l'essai avant de mettre le nouveau système en production.

Le développement de la version 2 de Just Pay est achevé à 95 % et sa date de livraison est la fin de septembre. Des versions d'évaluation du programme ont été fournies régulièrement au groupe d'équité salariale pour essai et commentaires et le consensus général a été très positif.

En juillet, une recommandation a été présentée pour le nouveau système d'information des ressources humaines (SIRH) parmi les nombreuses soumissions de fournisseurs reçues. Le système choisi est celui d'Avanti. Le plan de projet est présentement en développement et l'échéancier reste à déterminer. À compter de juin, l'équipe des activités a commencé tranquillement à convertir nos principaux serveurs d'application vers Docushare, une solution réseau qui permet aux membres et au personnel de stocker et de partager des documents à distance grâce à leurs ordinateurs, et de convertir nos bases de données et plusieurs serveurs réseau internes en « environnement de grande accessibilité », ce qui signifie un accès fiable aux applications et services, même en cas de panne de matériel ou de composante, avec perturbation minimale du service. Tous ces serveurs resteront donc accessibles, même si nous subissons une panne de matériel. Il s'agit de la première étape de notre plan de reprise après sinistre. Tous les serveurs, à l'exception de Docushare, ont maintenant été convertis à « l'environnement de grande accessibilité » et l'essai de Docushare doit commencer en septembre.

En août, nous avons essayé la version mise à niveau des serveurs de Microsoft Exchange et de Blackberry. Le nouveau système de courriel logera dans deux serveurs dédiés en miroir. Ainsi, si l'un des serveurs doit être mis hors service ou a un problème, le service de courriel ne sera pas interrompu, car l'autre serveur prendra la relève.

Un travail additionnel commence pour la mise en œuvre d'Office 2007 pour tous nos ordinateurs, ce qui devrait être fait à l'automne 2008. Le processus de mise en œuvre doit être terminé et mis à l'essai, et la formation devrait être synchronisée avec la mise en œuvre pour chaque bureau du SFCP.

Le reste de l'année sera consacrée à l'achèvement de ces projets, de même qu'à la finition d'un plan de reprise après sinistre pour une mise en œuvre en 2009.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La planification de la formation du personnel pour 2008-2009 est en cours. Jusqu'à maintenant, nous avons organisé une session résidentielle mixte de cinq jours pour les conseillers syndicaux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique au printemps de 2009. Les conseillers syndicaux de la Saskatchewan se réuniront à l'automne de cette année dans le cadre d'une session avec George Lakey, formateur en édification de mouvements de renommée mondiale. Une formation spéciale de haut niveau sur les avantages sociaux destinée à des conseillers syndicaux choisis dans toutes les régions du pays aura lieu à Toronto à la mi-novembre. Le but est d'élargir et d'approfondir les connaissances du syndicat en matière d'avantages sociaux, en tenant compte du fait que de nombreux conseillers syndicaux qui ont joué un rôle de premier plan dans ce domaine ont pris leur retraite dernièrement, ou le feront bientôt. La Direction du développement syndical (DDS) collabore aussi avec la Direction de l'organisation et des services régionaux à un processus de détermination des besoins en formation du personnel du SFCP, dans le but d'élaborer d'autres programmes de formation au cours des douze mois qui viennent.

Vers la fin de l'automne, la DDS lancera des programmes spéciaux d'apprentissage en ligne destinés au personnel du SFCP. De concert avec le Service des affaires juridiques et législatives, la Direction organisera une série de cours en ligne sur d'importants sujets juridiques, y compris sur de récentes décisions judiciaires pertinentes. En outre, la DDS et le personnel de la technologie de l'information du SFCP auront recours à des outils en ligne pour apprendre au personnel à se servir d'Office 2007 avant sa mise en œuvre à compter de novembre 2008. La Direction du développement syndical a aussi terminé de nouveaux ateliers au cours des mois d'été, dont un nouveau cours sur les changements climatiques, en plus d'élaborer de nouveaux projets d'éducation, comme le programme d'apprentissage en ligne sur Internet qui permet aux membres de participer aux cours chez eux ou à partir d'un ordinateur à distance. Aussi, les conseillers régionaux en éducation ont préparé leurs horaires de cours de l'automne pour les membres et les militants. Bon nombre de sections locales ont profité de formations individuelles et spécialisées cet été.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

À Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, nous avons présenté une offre conditionnelle pour l'achat du terrain adjacent à notre actuel bureau local, dans le but de démolir notre édifice qui présente des problèmes de moisissures et d'accessibilité, et d'en construire un nouveau, avec suffisamment de places de stationnement. Nous avons retenu les services de l'entrepreneur pour construire le nouveau bureau régional des Maritimes. Il soumettra un plan et une estimation des coûts pour le bureau local de Saint Jean. La structure sera basée sur l'édifice construit à Moncton (environ 2 400 p²) et l'estimation préliminaire du coût de construction s'élève à 600 000 \$.

L'actuel bureau local sera démolé une fois le nouvel édifice adjacent terminé. La date de conclusion de la vente est le 8 octobre 2008. Une motion sera présentée à cette réunion du Conseil pour compléter l'achat de Saint-Jean.

La construction du nouveau bureau régional des Maritimes de Fredericton a commencé et devrait être terminée en juin 2009. L'édifice devrait recevoir une certification LEED une fois achevé. Notre bâtiment actuel a été mis en vente au prix de 340 000 \$.

En Ontario, le personnel a emménagé dans le nouveau bureau de Kingston le 31 juillet 2008.

En Colombie-Britannique, le nouveau bureau de Comox est terminé et l'ouverture officielle est prévue pour le 17 septembre 2008.

À Victoria, en Colombie-Britannique, trois répondants à la demande de propositions (DP) pour des services en architecture ont été interviewés. Les représentants des propriétaires ont choisi à l'unanimité le cabinet Public Design Office. Un rapport et des estimations de coût sont attendus pour le 15 décembre 2008.

À Toronto, en Ontario, nous comptons recevoir une étude de faisabilité et un plan d'espace fonctionnel d'ici quelques semaines pour aider à déterminer les besoins en espace du bureau régional de l'Ontario.

Comme pour notre nouvel édifice à Ottawa, nous obtiendrons un autre point en vertu de la certification LEED. Notre édifice national et bureau local d'Ottawa seront donc un « bâtiment or ». Des architectes de partout sont venus visiter nos bureaux la semaine dernière, notre édifice faisant partie de la tournée de la « semaine de l'architecture ».

Baux

Le bail du bureau de Bathurst au Nouveau-Brunswick a été renouvelé pour deux autres années, de janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2010.

LE POINT SUR LE PARC AUTOMOBILE

À cette époque de l'année, nous travaillons avec notre personnel de la Direction des finances et de l'administration et du bureau du secrétaire-trésorier national, ainsi qu'avec l'aide d'un représentant de notre syndicat des conseillers syndicaux (SCP), à compiler notre liste de véhicules pour l'année modèle 2009. Nous poursuivons nos efforts pour rendre notre parc plus vert, tout en conservant un bon éventail de choix. Nous comptons toujours inclure un véhicule hybride dans la nouvelle liste, comme l'Aura Greenline de Saturn, comme nous l'avons fait l'année dernière.

Nous aurions aimé avoir la Chevrolet Malibu Hybrid, mais nous avons appris de représentants de l'industrie des parcs automobiles que la ville de New York s'est accaparé tout l'inventaire nord-américain pour ce véhicule, ayant choisi la Malibu Hybrid pour son parc de service public. La recherche dans l'industrie de l'auto a montré que les véhicules hybrides sont plus efficaces dans la conduite en ville, à des vitesses modérées. À plus de 50 km l'heure, l'effet hybride est réduit. Puisque le personnel doit souvent conduire sur les autoroutes, une autre façon de rendre notre parc plus écologique est d'y ajouter plus de véhicules avec des moteurs à 4-cylindres, dont l'efficacité énergétique a augmenté, comparativement aux 6-cylindres. Nous voulons inclure plus de véhicules à 4-cylindres cette année, ce qui nous permettra de faire des économies d'essence et nous aidera à réduire nos émissions de carbone. Nous continuerons à avoir un bon choix de véhicules à 6-cylindres, mais nous voulons utiliser une partie des économies réalisées grâce aux 4-cylindrées pour améliorer les options offertes sur ces véhicules, qui pourraient intéresser particulièrement certains conducteurs. La liste n'est pas encore finale au moment d'écrire le présent rapport, mais nous pensons que les membres et le personnel seront fiers des choix que nous faisons, tant pour la diversité des véhicules que pour les options d'efficacité énergétique et les considérations environnementales.

ADMINISTRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE

Les fiduciaires du régime de retraite des employés du SCFP se sont réunis en septembre pour discuter du régime de retraite.

Les fiduciaires ont aussi eu leur rencontre annuelle avec les parties négociantes (c.-à-d. le SCFP et les syndicats du personnel) le 4 septembre 2008.

Il y aura trois séminaires sur la préretraite cette année pour les participants admissibles du régime de retraite des employés du SCFP. Les séminaires auront lieu à Ottawa, Toronto et Montréal. En tout, 33 membres du personnel ont pris leur retraite en 2006, 37 en 2007 et 50 jusqu'à maintenant en 2008.

Le site Web du régime de retraite des employés du SCFP – www.cepp.ca – a récemment été mis à jour avec le rapport de 2007 présenté aux participants et la vérification de 2007 de la caisse de retraite, ainsi qu'avec le texte du régime de retraite consolidé.

Nous avons résisté à la « crise du crédit », car nous n'avons pas investi du tout dans ces terribles « produits » financiers que sont les papiers commerciaux adossés à des actifs (ABCP). Mais il faudra néanmoins avoir une discussion plus élargie sur le sujet. L'actuelle crise du crédit a explosé lorsque la « bulle du prix des maisons » a crevé la première fois. Les spéculateurs ne devraient pas pouvoir s'en tirer à si bon compte.

Décès

Avec tristesse, nous soulignons le décès, le 5 septembre, de l'ancien conseiller syndical du SCFP-Saskatchewan et syndicaliste et militant de toujours, Hubert (Hub) Elkin.

Retraites

Le confrère Ron Verzuh, bureau national – 1^{er} septembre 2008
Le confrère Alvin Hughes, bureau national – 1^{er} septembre 2008
Le confrère Rodolphe Martin, bureau d'Edmunston – 1^{er} septembre 2008
La consœur Yvelyn Harrand-Chaput, bureau national – 1^{er} septembre 2008
Le confrère Richard Gadbois, SCFP Québec – 1^{er} octobre 2008
La consœur Lorraine Standing, bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} janvier 2009
Le confrère Donn Stanley, bureau régional de la Colombie-Britannique – 1^{er} janvier 2009
La consœur Louise Cholette, bureau national – 1^{er} février 2009
Le confrère Robert Manny, bureau de Cornwall – 1^{er} février 2009
La consœur Jan Filman, bureau de London – 1^{er} juin 2009
La consœur Christine Bird, bureau de Sault Sainte-Marie – 1^{er} juillet 2009

CONCLUSION

Pour chacun d'entre nous, l'automne est une période très occupée. En même temps que nous luttons contre la privatisation dans tous les coins du pays, nous nous retrouvons en plein milieu d'une campagne électorale. Les services publics, en particulier les soins de santé, et les efforts que nous déployons pour les défendre contre la privatisation, pèseront, nous l'espérons, dans la balance des électeurs. Pour nos membres, cette année a été historique sur de nombreux fronts. Nous avons mis fin à l'un de nos plus longs conflits de travail, celui du *Journal de Québec*. Nous avons mené des campagnes et continuons de lutter contre la privatisation sur tous les fronts et dans toutes les régions. À travers tout cela, avec les décisions que nous avons prises au dernier congrès national et celles que nous prendrons autour de la table de la réunion du Conseil exécutif national, nous jetons des bases et établissons de solides fondations sur lesquelles pourront s'appuyer nos membres et notre personnel pour poursuivre cet important travail.

Notre militantisme s'étend aussi à l'étranger. En effet, Paul a apporté la force du SCFP en Colombie au mois de juillet dans le cadre d'une tournée de dirigeants syndicaux destinée à consolider nos liens avec les militants syndicaux et communautaires dans ce pays et à protester contre le projet d'Accord de libre-échange Colombie-Canada du gouvernement Harper. La force du SCFP atteindra aussi le Moyen-Orient, avec l'appui que nous prévoyons accorder au projet Drivers' Hotline, en partenariat avec les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) et la

Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT), ainsi qu'avec la Fédération générale des syndicats palestiniens. Le but du projet est de venir en aide aux ouvriers du transport palestiniens qui se butent à des problèmes de frontières et de vérification à 539 points de contrôle militaires israéliens entre Israël et les Territoires palestiniens. Grâce au militantisme de notre Comité pour la justice mondiale ailleurs dans le monde et à notre lutte contre la privatisation au pays et à l'étranger, nous sommes vraiment aux premières lignes d'un mouvement mondial pour améliorer le monde dans lequel nous vivons, une collectivité à la fois.

En terminant, je tiens à remercier nos membres mais aussi vous, le Conseil exécutif national, qui soutenez toujours la consolidation de nos finances et de notre militantisme ici et ailleurs. Les résultats de notre collaboration sur de nombreux fronts profitent non seulement à nos membres, mais aussi à l'ensemble de la société.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sepb 491